

## Région : la droite veut un autre budget

Peut mieux faire : c'est l'avis de l'opposition de droite et du centre à la Région au sujet de la copie budgétaire de la majorité.

Il y a des lectures plus guillerettes. Pourtant, les conseillers régionaux d'opposition ont commencé à se plonger dans le projet de budget qui sera discuté la semaine prochaine (*Ouest-France* du jeudi 19). Peu dire qu'il ne trouve pas vraiment grâce à leurs yeux.

### Trop de dépenses

Communication, personnel. Ce sont les dépenses que Bernadette Malgorn, présidente du groupe des élus d'opposition, pointe en premier. « Chaque année, on en rajoute un peu. Ce prochain budget prévoit vingt postes supplémentaires. Ce n'est pas raisonnable. Il n'y a aucun besoin de recruter. Les organigrammes du conseil régional changent tout le temps. On ne s'y retrouve pas », dit-elle.

### Trop d'impôts

C'est l'autre critique majeure de la part de la droite, même si les Régions n'ont plus guère d'autonomie fiscale. Il leur reste la taxe sur les cartes grises qui augmente cette de 10 € par cheval-vapeur pour apporter, au final, 23 millions supplémentaires dans les caisses régionales.

« Encore une imposition sur les automobilistes alors que l'essence augmente », lance l'opposition qui estime qu'il y avait moyen de faire autrement. Et d'économiser la même somme sur les frais de fonctionnement ou les investissements. Autant dire que l'idée de Pierrick Massiot, vice-président en charge des finances, d'installer un versement transport régional, pour les entreprises et les administrations, ne passe pas vraiment. « Une fuite en avant fiscale », ajoute l'opposition.



Ouest-France

*Bernadette Malgorn, présidente du groupe des élus d'opposition au conseil régional.*

### Mont Saint-Michel, il faut partir

Les élus bretons du conseil régional sont fermement opposés à la nouvelle configuration des abords du Mont Saint-Michel en vue de restaurer son caractère maritime. Fin avril, il ne sera plus possible d'aller au pied du Mont en voiture ou en car. Il faudra se garer plus loin et emprunter une navette. Au prix d'un kilomètre environ de marche à pied. Les élus bretons ne siègent donc plus au syndicat mixte en charge de ce dossier. Ils ont pourtant contribué à ce gigantesque chantier à hauteur de 25 millions d'euros. Pour la droite, il faut quitter ce syndicat mixte définitivement.

Didier GOURIN.



sur [www.ouest-france.fr](http://www.ouest-france.fr)